

Lutte de classe

Le PS : un parti d'élus avant tout.

Dans l'édition du *Monde* du 29 mars, on trouvait une analyse intéressante sur le PS au lendemain des municipales, par Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Reims. J'en cite quelques extraits commentés qui permettent de mieux comprendre quelle pourrait être l'orientation du PS dans les mois et peut-être les années à venir.

Un paradoxe qui n'en ai pas un pour un parti bourgeois purement électoraliste.

« il consolide son maillage municipal et se trouve dans une situation paradoxale. »

« Alors qu'il a perdu il y a moins d'un an, pour la troisième fois consécutive, l'élection présidentielle, le PS n'a jamais été aussi puissant sur le plan local. Les notables socialistes se sont repliés sur leurs bastions. »

Déconnecter de la base électorale qui les a élus, à voir. Car la majorité des électeurs du PS savent très bien qu'ils n'ont rien à attendre de ce parti, les autres si, ils représentent les couches de la petite bourgeoisie que Sarkozy a commencé à viser dès son installation à l'Élysée, elles voudraient bien qu'on tape sur quelqu'un d'autre, par exemple le prolétariat, leur conscience de classe ne va pas au-delà.

« Le PS se rétracte ainsi de plus en plus sur ses réseaux d'élus, alors que se décomposent ses liens avec le monde du travail, les catégories populaires, les enseignants, les intellectuels, les associations... Machine électorale de plus en plus professionnalisée, il vit en état d'apesanteur sociale. »

Son nombre d'adhérents qui était monté artificiellement à près de 300 000 avant les présidentielles, est depuis retombé officiellement à 160 000, composé pour la très grande majorité d'élus et la coterie qui les entoure.

S'interrogeant sur la capacité du PS à se "rénover", voilà ce qu'il dit :

« Les élus en place mesurent bien qu'une hypothétique victoire socialiste à la prochaine élection présidentielle aurait mécaniquement, par la logique devenue implacable des "élections intermédiaires", des effets négatifs sur leur ancrage local. Ils se désolidarisent ainsi du devenir national de leur organisation et cultivent leurs fiefs sans prendre en compte l'intérêt général du parti. »

On a parfaitement compris que les fripouilles du PS auraient plus à perdre personnellement d'une victoire à la présidentielle, cela explique peut-être aussi la cacophonie qui a régné dans l'entourage de Royal en 2007-2008. Quant à "l'intérêt général du parti", il est préservé, Sarkozy s'en occupe très bien puisque l'UMP et le PS défendent la même politique, non ? Il ne faut pas trop en demander à ce journaliste du Monde, chacun son boulot, lui de tenter de nous enfumer, nous d'essayer d'y voir plus clair.

« Privé de leadership, sans ligne idéologique claire, dominé par la seule logique de l'électoralisme, le PS est de plus en plus dominé par ses notables comme aux heures les plus sombres de la SFIO. Si le PS a cherché à conférer aux dernières élections municipales une dimension nationale, il a laissé une grande autonomie au local dans la définition des stratégies et le périmètre des alliances légitimes. »

A quoi le PS peut-il servir sur le plan local ? Pardi, à soutenir la politique de Sarkozy derrière l'écran de fumée de la « dépolitisation » qui sert à camoufler la collaboration de classes à tous les niveaux. Souvenez-vous, la politique a horreur du vide. En filigrane ce journaliste le dit lui-même, les élus du PS ont « renoncé », ils ont complètement capitulé devant l'impérialisme. Il leur reste la « démocratie participative » à mettre en oeuvre sur le plan local pour tenter de faire croire aux naïfs qu'il serait possible d'apaiser ou de contourner les conséquences de la politique destructrice de Sarkozy. Il leur reviendra ensuite de dire qu'ils font ce qu'ils peuvent avec les moyens dont ils disposent, et qu'ils feraient mieux s'ils disposaient de moyens supplémentaires, etc.

« Le pouvoir local, mais pour quoi faire ? Les bases locales constituaient pour le PS des années 1970 de véritables médiations politisant la société, alors même que les marges de manoeuvre des collectivités locales étaient limitées. Depuis, la décentralisation n'a pas empêché la dépolitisation de s'imposer au niveau local. Les élus socialistes ont renoncé à faire des pouvoirs locaux des outils de transformation sociale ou de lutte contre les inégalités. Les régions arrachées à la droite en 2004 devaient constituer des "vitrines" du socialisme. Il n'en fut rien. »

Une position locale acquise devrait servir à entraîner les masses au combat de classe dans la perspective révolutionnaire de la prise du pouvoir par les masses elles-mêmes, ce n'est évidemment pas l'objectif du PS, pas plus que les partis se réclamant du mouvement ouvrier.

Mieux que l'écran de fumée de la « dépolitisation », le « flou » de « l'apolitisme » est de rigueur désormais, car la décomposition du capitalisme a franchi un cran depuis les années 70. Mieux que défaire ce qui a été fait dans le passé, il s'agit maintenant de le nier afin d'éviter toute cristallisation politique autour d'un programme de classe.

« L'apolitisme tient souvent lieu de projet dans le discours d'élus qui cherchent avant tout à conforter leur implantation et répugnent à tout marquage partisan de leur action. Ils ne cherchent pas à développer les sections locales parce qu'ils préfèrent consolider leurs réseaux personnels et parce que l'afflux de nouveaux adhérents peut remettre en cause les équilibres établis (et comme il n'y a plus beaucoup de villes à conquérir, à quoi bon...). La vieille notion de "socialisme municipal" a été exhumée pendant la campagne mais ses contours idéologiques apparaissent très flous. »

Tous pour un, un pour tous... avec Sarkozy.

« Le PS a produit à l'occasion du scrutin un des programmes municipaux les plus courts de son histoire. Comme après chaque victoire locale, la direction du parti cherche à mieux coordonner l'action des élus. L'idée d'un "conseil des territoires" a ainsi été lancée. Mais il se heurtera à l'autonomie locale à laquelle les élus sont farouchement attachés et, au mieux, il permettra de négocier collectivement le désengagement de l'Etat. »

S'agissant du prochain congrès du PS, plusieurs hypothèses sont possibles, on ne peut guère en dire davantage pour le moment. En dernier ressort, c'est la lutte de classes qui influencera la direction du PS à choisir une option politique plus à droite ou plus à gauche mais toujours dans le même registre, selon que Sarkozy aura été capable ou non d'appliquer son programme et de l'aide qu'il convient de lui apporter, à quel niveau le PS doit s'engager à ses côtés, si par exemple la bourgeoisie le lâchait par crainte du pire, personne ne peut à l'heure actuelle prédire le cours des événements, même si la colère gronde des profondeurs du prolétariat.

« Nul doute que le pouvoir des élus se manifestera dans la préparation du prochain congrès. Les élus "tiennent" dans une large mesure leurs sections et des adhérents qui dépendent de plus en plus des collectivités locales sur le plan professionnel. Les rapports de force du prochain congrès se construiront ainsi autour du ralliement des grands élus et des fédérations à tel ou tel camp en présence. Quel postulant aux plus hautes responsabilités du parti osera-t-il mettre en cause le pouvoir d'élus dont dépend la conquête du parti ? »

L'incertitude de la situation internationale et la grave menace sur le capitalisme mondiale que fait peser la crise financière qui ne cesse de s'étendre et de s'approfondir, peut conduire la direction du PS à reconduire par prudence le statu quo actuel, de façon à être prête à toute éventualité, y compris à prendre le relais de l'UMP en cas de défaillance pour endiguer la mobilisation des masses. Cela s'est déjà vu dans le passé. Dans ce cas-là, Chevènement lui sera très utile.

(source : *Le Monde* 29.03)